

Bordeaux s'incline sur sa pelouse face à Montpellier

Pages 32 et 33

LA FOIRE AUX PLAISIRS
AUJOURD'HUI !
MERCREDI 6 MARS
TARIFS RÉDUITS
DE 1 À 3€ / SELON LES ATTRACTIONS

Blanquefort Ce que va payer Ford



Le PSE a été validé tard lundi soir. La CGT a décidé de l'attaquer en justice. ARCHIVES CLAUDE PETIT

ÉCONOMIE

Le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a été validé : l'usine Ford de Blanquefort fermera ses portes fin août. Le constructeur américain devra déboursier 20 millions d'euros pour revitaliser le site.

Page 16

Mobilier de jardin, planchas & barbecues...
COLLECTION 2019
Le Lann pépinières
LUNDI AU DIMANCHE : 9H À 19H - NON STOP
Rocade sortie 16 GRADIGNAN 05 56 89 03 54

RUGBY / SIX-NATIONS

Contre l'Irlande, Brunel ne change rien

Le sélectionneur français a fait le choix de reconduire l'équipe qui a battu l'Écosse il y a dix jours. La France affronte l'Irlande dimanche
Page 34

ESCROQUERIE

Ces Girondins qui se sont fait voler leur identité



Les victimes se retrouvent dépossédées de leur identité. ILLUSTRATION THIERRY DAVID

Des escrocs se font passer pour leurs victimes en usurpant leur identité. Un calvaire pour ceux qui en font les frais. Témoignages

Page 12 et 13

NUMÉRIQUE

La France veut faire payer les géants du Net

Pages 2 et 3

R 20319 31590 1.30€

LES 30 ANS
≡ **K-STORES** ≡
C'EST FORT!

POUR 1€ DE PLUS

DE SUPER OFFRES SUR LES STORES & PERGOLAS

— K-STORES.FR —

05 56 50 22 22

Offres soumises à conditions. Ré : Sébastien Fygal

ON EN
PARLE

Passe d'armes entre Christophe Castaner et Loïc Prud'homme

BORDEAUX Le député France Insoumise, Loïc Prud'homme, qui dit avoir été blessé par la police samedi lors de la manifestation des gilets jaunes à Bordeaux, a pris à partie Christophe Castaner hier, lors de la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

« Vous utilisez la police et la justice pour réprimer toute contestation sociale. [...] Dois-je maintenant me cacher pour éviter la répression politique et l'arbitraire ? » Le ministre de l'Intérieur a rétorqué qu'un député n'avait pas sa « place » dans un lieu « interdit » à la manifestation. Christophe Castaner a par ailleurs annoncé qu'« une plainte » avait été déposée : « cela permettra à celles et ceux qui seraient mis en cause de pouvoir produire l'ensemble des images qu'ils ont à leur disposition et de voir aussi une réalité un peu différente de celle que vous évoquez ».

Le parquet de Bordeaux a indiqué hier qu'une enquête est ouverte. Elle sera confiée à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN).

Astreintes levées pour le Camping de la dune

LA TESTE-DE-BUCH Un arrêté préfectoral, signé le 22 février, liquide l'astreinte qui avait été imposée au Camping de la dune (Les Flots bleus) à la fin de l'année dernière. Elle s'élevait à 500 euros par jour tant que le camping situé au pied de la dune du Pilat, à La Teste-de-Buch, ne déposait pas un permis d'aménager conforme aux recommandations du cahier des charges du réseau Grands Sites de France dont fait partie la dune.

Le camping a actuellement 80 mobil-homes mais l'État lui demande de réduire ce nombre à 35. Le Camping de la dune a, le 12 décembre 2018, déposé un permis d'aménager conforme, mais le conflit ne s'arrête pas : l'établissement conteste en justice cette restriction du nombre de mobil-homes.

Une unité de police municipale nocturne va voir le jour à Libourne

SÉCURITÉ Le maire de Libourne, Philippe Buisson, a annoncé lundi la création d'une unité nocturne de la police municipale. Le recrutement des six agents, programmé au budget 2019 et qui coûtera autour de 250 000 euros à la Ville en année pleine, doit commencer cette semaine. Cette nouvelle unité opérera des patrouilles dans la bastide jusqu'à au moins 2 heures du matin. Trois personnels seront mobilisés chaque soir. Ces nouveaux agents seront équipés de pistolets semi-automatiques. En revanche, la question de l'armement des policiers opérant en journée « n'a pas été tranchée », selon Philippe Buisson. La mise en fonction de l'unité nocturne est espérée pour cet été 2019. Avec l'arrivée de ces nouveaux agents, la Ville de Libourne deviendrait la deuxième en Gironde employant le plus grand nombre de policiers municipaux (19 personnels), après Bordeaux.

Ford va payer 20 millions pour revitaliser le site

BLANQUEFORT Juste après la validation du PSE, l'État a annoncé avoir obtenu cette enveloppe de Ford et le foncier pour 1 euro

Nicolas César
n.cesar@sudouest.fr

Cette fois, c'est une certitude. L'usine Ford de Blanquefort fermera ses portes fin août. Lundi soir, à 23 h 22, le secrétaire du Comité d'entreprise a appris la nouvelle tant redoutée : la Direccte a validé le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) proposé par la multinationale. Un plan à 169 millions d'euros pour les 850 salariés du site.

Le soir même, Bercy s'est bien gardé de communiquer sur le sujet. Stratégiquement, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a préféré prendre la parole hier à l'Assemblée nationale pour annoncer que « Ford va payer 20 millions d'euros, soit six fois plus que les obligations légales, et dépolluera le site ». En réponse à une question du député LREM du Médoc, Benoît Simian, demandant de « nous assurer qu'il mettait tout en œuvre pour revitaliser le site ». Une manière pour le ministre de montrer que l'État n'est pas impuissant face au constructeur américain, dont il a longtemps fustigé l'attitude dans ce dossier.

La CGT va attaquer en justice

Pas de quoi rassurer la CGT, qui a décidé d'attaquer le PSE en justice. Le syndicat déplore au passage le « changement de ton du gouvernement, qui a baissé les bras et n'a pas été capable de se confronter à la multinationale ». Car, en réalité, ces 20 millions d'euros, auxquels il faut ajouter la cession par Ford pour un euro symbolique des 88 hectares



Le plan de sauvegarde de l'emploi de Ford a été validé par la direction du travail tard lundi soir.

ARCHIVES QUENTIN SALINIER

de terrain et les 131 500 mètres carrés de bâtiments, semblent bien peu pour redonner une seconde vie à ce vaste site industriel. Pour rappel, le constructeur américain avait investi 125 millions d'euros pour lancer ici sa boîte de vitesse automatique 6F35. Or, Ford, qui a touché 23 millions d'euros de subventions publiques depuis 2013 pour Blanquefort, va sûrement récupérer son parc de machines. Ce qui rend délicat l'éventualité d'une relance par un autre industriel d'une activité similaire sur place. Surtout, au regard de la faiblesse de l'écosystème régional dans l'automobile.

Pour remettre de l'activité sur le site, à court terme, quelques pistes commencent à émerger, notamment celle de produire des piles à combustible avec le Lormontais Hydrogène de France, qui assure pouvoir créer rapidement 55 emplois.

Insuffisant, quand on sait que 400 salariés ne pourront pas bénéficier du dispositif de préretraite et vont rester sur le carreau.

Une chose est sûre, relancer une industrie sur les vestiges de Ford nécessitera à minima 100 millions d'euros et sûrement de démembrer ou diviser le site. L'idéal serait de convaincre un grand industriel, en quête de terrain pour une nouvelle usine de s'implanter à Blanquefort, au cœur d'une métropole « attractive ». Avec la perspective de bénéficier d'au moins 20 millions d'euros de subventions publiques.

Parallèlement, il faudra éviter une autre catastrophe économique dans l'usine voisine Getrag Ford Transmissions, qui emploie près de 1 300 salariés. Elle appartient à 50 % à Ford, qui est son unique client. Or, la multinationale souhaiterait vendre ses parts...

« Mauvaise prise en compte du drame humain »

Véronique Ferreira, la maire socialiste de Blanquefort, a réagi hier à la manière dont a été annoncée la validation du plan de sauvegarde de l'emploi. « Il n'y a pas eu d'information, lundi, de la part de l'État en direction des salariés qui sont tout de même les premiers concernés. On savait que le plan social serait validé, certes, mais je pense qu'il y a eu une mauvaise prise en compte du drame humain, dans la démarche des autorités », a indiqué l'élue.
C. M.

« C'est un scandale économique »

RÉACTIONS Même si l'annonce de la fermeture prochaine de l'usine Ford n'est pas une surprise, les Blanquefortais ne cachent pas leur indignation

« Il faut en parler à Macron, lui qui dit que tout va bien ! » Sur le parking du petit centre commercial de Blanquefort, non loin de la zone industrielle où se trouve l'usine Ford, Jacques, menuisier à la retraite, est indigné. Et il n'est pas le seul.

L'annonce de la fermeture prochaine du site industriel ne passe pas au sein de la population blanquefortaise, même si la validation du plan social n'a surpris personne. « 850 emplois supprimés, c'est vraiment une grosse tuile pour la commune, poursuit Serge, un ancien comptable. Je ne comprends pas que l'État se soit laissé berné par Ford. Cela démontre bien que les hommes politiques n'ont aucun pouvoir sur les décisions économiques surtout lorsque les enjeux

sont internationaux. Pour ma part, je suis favorable à une nationalisation temporaire. Les autorités doivent reprendre la main pour permettre une reprise du site. »

« Macron n'est pas venu »

« C'est un scandale économique pour Blanquefort, renchérit une mère de famille venue acheter du pain. Un de mes amis est concerné par le plan social. Il a plus de 50 ans et espère pouvoir bénéficier d'une préretraite. Quand je pense que le président Macron était en Gironde la semaine dernière et qu'il n'a pas daigné faire le déplacement jusqu'à l'usine Ford de Blanquefort, je suis outrée. »

Un voisin du site industriel, Laurent, a les larmes aux yeux en évo-

quant la nouvelle. « J'ai connu cette entreprise alors qu'elle était en plein essor, employant des milliers de personnes. Beaucoup de mes copains y ont travaillé. C'est une honte ce qui se passe aujourd'hui. Il ne faut pas les laisser tomber. » Quant à Bernard, il rappelle que la multinationale « a touché des millions d'argent public » avant de mettre la clé sous la porte.

Derrière son comptoir, le boulanger Rachid Kouhdi compatit. Il est aussi inquiet pour son chiffre d'affaires. Avec la disparition de Ford, il craint de perdre une partie non négligeable de ses clients, ceux qui poussent la porte de son commerce, « le matin en allant travailler ou le soir, à la débauche ».

Christine Morice



Le boulanger Rachid Kouhdi craint une baisse de son chiffre d'affaires. PHOTO C.M.

SUD OUEST.fr

Ford Blanquefort : la fin de l'histoire chaotique d'un site industriel emblématique